

Gaz opera



Planète Terre

LOUISE CULOT
Illustration
DANS LE CIEL TOUT VA BIEN

Exploitera ? N'exploitera pas ? L'intrigue du gaz de schiste n'a pas fini de maintenir le vieux continent en haleine. S'agissant de la facture électrique de nos économies en crise, les passions sont déchaînées. Les États pro-schiste seront-ils les vedettes du marché commun de l'énergie de demain ? Suspense, suspense.

La tension n'en finit pas de monter. Même la Belgique, bluffée par des avances de Shell en février dernier, fait désormais partie du casting. Le dénouement du gaz opera européen - sponsorisé, comme l'était le soap, par l'industrie¹ - dépendra du volume des gisements dont personne ne parlait encore il n'y a pas si longtemps. Avant tout faudrait-il donc se faire une idée, même approximative, du potentiel de nos géologies pour décider si le jeu en vaut vraiment la chandelle. En attendant, l'Union européenne se montre, sur l'affaire des schistes, plus que jamais unie dans la diversité. Si l'exploitation de la roche-mère est en train de bouleverser le cours de l'Histoire économique et géopolitique contemporaine, autour de Bruxelles, les États membres composent leur rôle en solo.

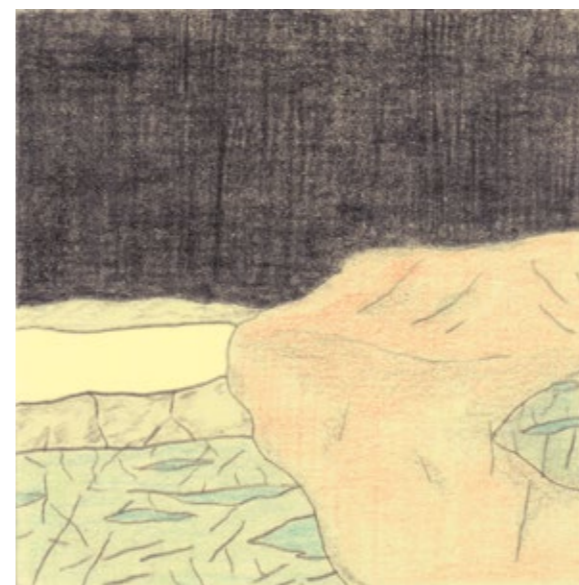
Flashback

La grande révélation de notre feuilleton, c'est d'abord la Pologne.

« Grâce au gaz de schiste, la Pologne a des chances de devenir, d'ici 10 à 15 ans, la deuxième Norvège », déclarait triomphalement le ministre des Affaires étrangères Sikorski en avril 2010. De coutume plutôt ronchon, Varsovie s'exalte de n'avoir bientôt plus à subir le joug énergétique de ses voisins russes et allemands. Les fondements de l'épopée gazière polonaise sont dictés dans un rapport de l'Agence fédérale américaine de l'énergie (E.I.A.) estimant les réserves nationales à 5 300 milliards de mètres cubes de gaz, autrement dit 300 ans de consommation. À la suite de cette révélation en 2011, une vingtaine d'entreprises chaperonnées par les super majors Chevron, Exxon, Total, etc. obtiennent les premiers permis d'explorer et promettent des milliards de millions d'investissement. Les concessions recouvrent 29 % du territoire. L'enfer du charbon, c'est fini. La Pologne connaîtra enfin son heure de gloire.

Début 2011, la France réplique. « Bénie des Dieux, elle serait au gaz de schiste ce que le Qatar est au pétrole », prêche Michel Rocard. Les vastes territoires du Sud-Est regorgeraient de gisements faramineux, une aubaine pour préparer progressivement la sortie du nucléaire sans anéantir la compétitivité. On est en plein traumatisme post-Fukushima. Un débat national est convoqué alors que des permis de forer ont déjà été attribués. Mais, par les moustaches de José Bové, les résistants du Larzac ne se laisseront pas exproprier. Le scandale hexagonal vire au mélodrame continental quand des opérations d'exploration provoquent un séisme près de la station balnéaire de Blackpool, dans le Nord-Ouest de l'Angleterre. C'est le deuxième en moins de deux mois.

En juillet 2011, l'ancien Premier ministre Borloo concède la loi « visant à interdire l'exploration et l'exploitation des mines d'hydrocarbures liquides



ou gazeux par fracturation hydraulique et à abroger les permis exclusifs de recherches comportant des projets ayant recours à cette technique ». Confrontée à l'absence d'une méthode d'extraction moins contestée et commercialement viable, la France se résout à tirer le rideau. Enfin, à moins qu'elle n'expérimente de nouvelles techniques en Algérie. Ou que le débat ne soit relancé sur la base d'une rhétorique révisée. La karcherisation souterraine, ça vous dit quelque chose ? Plus romantique, Christophe de Margerie, le PDG de Total, propose qu'il soit désormais question d'un massage ou encore d'une stimulation de la roche. Reste à savoir si les Français seront bon public pour une deuxième série sur le schiste, à l'eau de rose cette fois.

Qu'en est-il du Promised Land?

Revenons à notre tête d'affiche. Début 2012, l'Institut Géologique Polonais laisse discrètement entendre

que le potentiel des réserves du pays serait deux fois moindre que prévu, puis rectifie, dix fois moindre. L'information ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd. ExxonMobil va briguer d'autres terres, suivie par Marathon Oil et Talisman, deux autres géants de l'exploitation d'hydrocarbures. Désormais, c'est au tour de Chevron de revoir ses plans puisque les villageois de Rogow et Zurawlow persistent à lui bloquer l'accès à leurs terres, empêchant la multinationale d'y forer un puits d'exploration. Les promesses de « gazdollars » sont mises à l'épreuve. Varsovie dénonce un complot éco-terroriste manigancé par la Russie, dont la bonne santé du régime dépend des exportations de gaz en Europe.

Du reste, la Lituanie et la Hongrie annoncent qu'elles exploiteront également leurs sous-sols pour s'émanciper de Gazprom. L'Angleterre, fâchée d'importer 50 % du gaz qu'elle consomme, reprend ses opérations d'exploration laissées en suspens

après les secousses de 2011. Enfin, l'Espagne rejoint les rangs des pro-schistes malgré la dissidence des régions concernées, dans le bassin basco-cantabrique, en Castille-et-Léon et en Aragon.

Chacun pour soi, UE pour personne

Dans tout ce vacarme, le Berlaymont peine à accorder ses violons. En septembre 2012, la Commission publie trois études aux conclusions ambivalentes. L'une admet que l'impact du schiste sur le marché de l'énergie de l'Union ne peut être que positif, comme aux États-Unis où le boom gazier a permis une baisse du prix de l'énergie et une relance industrielle accompagnée d'une création d'emplois. La deuxième confirme que l'empreinte écologique du schiste est redoutable vu les grandes quantités d'eau et de fluides chimiques utilisés lors des forages. La troisième nuance les études sur le bilan carbone avantageux du nouveau carburant.